

La cogestion des Ressources naturelles

RÉDUIRE LA PAUVRETÉ PAR L'APPRENTISSAGE LOCAL

4

Le partage des ressources dans les montagnes du Bhoutan

Des chercheurs et des villageois donnent l'exemple au pays

Les traditions ont la vie dure parmi les montagnards du Bhoutan. Souvent, ce sont elles qui régissent le partage des ressources, entraînant parfois injustices et conflits. Les traditions gouvernent aussi la recherche par moments, mais lorsque des chercheurs abandonnent l'approche traditionnelle pour travailler de près avec les collectivités, ils découvrent qu'ensemble ils peuvent éliminer les obstacles et trouver de nouveaux moyens pour à la fois protéger et partager équitablement de précieuses ressources.

Pour les villageois de la vallée de Lingmutey Chu, haut perchée dans les montagnes du royaume du Bhoutan, le Centre de recherches sur les ressources naturelles renouvelables (CRRNR), organisme étatique dont le siège est à Bajo non loin de là, était à peu près inconnu. Depuis sa création, les chercheurs du Centre avaient axé la recherche-maison classique sur la production de denrées agricoles, approche qui exigeait peu d'apport direct des agriculteurs des sept petits villages dispersés sur les versants de la vallée.

Tout cela a changé, cependant, lorsqu'un groupe de chercheurs du CRRNR a adopté une démarche participative qui suppose des travaux de recherche en milieu réel. Timidement au début, car les méthodes de recherche participative étaient aussi nouvelles pour eux que pour les villageois, les chercheurs ont commencé à poser des questions aux agriculteurs sur leurs pratiques culturelles, leurs priorités, leurs besoins. Ap Wangda, agriculteur de 68 ans, résume bien leur réaction : « Jamais de ma vie je n'avais été consulté. On m'a toujours dit quoi faire, explique-t-il. C'est la première fois que quelqu'un me demande mon avis sur les besoins des agriculteurs. »

Ce fut le début d'une relation qui a immensément changé la manière dont les travailleurs scientifiques de Bajo ont abordé tout le processus de la recherche. Elle a permis

d'améliorer la vie du millier de personnes qui habitent le bassin hydrographique du Lingmutey Chu. En fin de compte, la recherche et le développement dans le domaine des ressources naturelles renouvelables en ont été profondément marqués et ce, dans l'ensemble du pays.



CRRNR, Bajo

Dans les montagnes du Bhoutan, les traditions régissent le partage des ressources, entraînant parfois injustices et conflits.



Les chercheurs se sont vite rendu compte que la participation des gens était essentielle à la gestion durable des ressources. Les sujets d'étude choisis sont fondés sur leur consultation des villageois.

Resserrer les liens

Bien sûr, ces changements à Bajo ne se sont pas produits du jour au lendemain. Cette approche de la recherche a évolué, partant de l'étude exclusive de produits agricoles de base pour passer aux systèmes d'exploitation, puis à la gestion intégrée des ressources naturelles. Les chercheurs ont fini par reconnaître que les obstacles à la production agricole ont des causes complexes liées à d'autres systèmes de ressources de même qu'à des facteurs socioéconomiques. Deux de ces chercheurs, Sangay Duba et Mahesh Ghimiray, écrivent à ce sujet : « Le programme de recherche sur les systèmes d'exploitation agricole portait principalement sur les terres privées et n'abordait pas la question de la dépendance des agriculteurs à l'égard de ressources communes comme les forêts et l'eau. »

Aussi, avec l'appui du CRDI et de la Direction du développement et de la coopération (DDC) de la Suisse, l'équipe de recherche a-t-elle commencé à élaborer une démarche intégrée et multisectorielle fondée sur la gestion des ressources dans cet écosystème de montagne des plus complexes. « Nous voulions étendre la portée de la recherche, qui n'était axée que sur les fermes, à de plus vastes systèmes de ressources », poursuivent Duba et Ghimiray. C'est ainsi que les cultures, les animaux d'élevage, les forêts, l'eau — et les gens — ont été reliés, parce que les chercheurs voulaient en outre resserrer les liens entre les agriculteurs, le milieu de la recherche, les vulgarisateurs agricoles et les collectivités locales.

Les chercheurs se sont vite rendu compte que la participation des gens était essentielle à la gestion durable des ressources. Les sujets d'étude choisis étaient fondés sur leur consultation des villageois. Bon nombre de leurs interventions techniques résultaient des expériences des agriculteurs locaux, interventions qui, la plupart du temps, étaient les plus fructueuses. Néanmoins, les gens et les traditions étaient aussi à l'origine de certains problèmes à Lingmuted

Chu, en particulier quant à la gestion de l'eau à des fins d'irrigation — ou aux droits sur l'eau.

Le plus haut des sept villages se trouve à 2 170 mètres d'altitude, soit à presque 900 mètres au-dessus de son voisin le plus au fond de la vallée. Les agriculteurs des basses terres souffraient souvent d'une pénurie d'eau, particulièrement durant la période de transplantation du riz, juste avant les pluies de juin alors que les débits sont les plus faibles. Les chercheurs ont eu tôt fait de constater que le problème ne tenait pas tellement à la pénurie d'eau, mais plutôt aux régimes traditionnels de droits relatifs à l'eau qui accordaient le droit d'utiliser l'eau aux collectivités en amont selon le principe du premier arrivé, premier servi.

Les villages en amont n'étant pas incités à utiliser l'eau judicieusement, ils en puisaient plus qu'ils n'en avaient besoin. De plus, un système de canaux d'alimentation inefficaces et peu étanches contribuait à aggraver ce gaspillage. Naturellement, les villageois des hautes terres refusaient toute modification au principe du premier arrivé, premier servi, et même les agriculteurs lésés qui ont porté leur cause devant les tribunaux ont constaté que les juges hésitaient à briser les traditions. Les chercheurs ont vu dans cette situation l'occasion de faire participer la collectivité à la recherche sur la gestion de l'eau. Ils ont décidé de mettre à profit leurs nouvelles compétences en recherche participative pour proposer des solutions durables afin d'améliorer la situation.

Un angle différent

Au départ, deux jeunes ingénieurs hydrauliciens ont passé trois mois dans les hautes terres. Chaque jour, ils ont parcouru les champs pour écouter et apprendre. En parlant avec les villageois, ils ont compris quelle utilisation exacte ceux-ci faisaient de l'eau, ce qui leur a permis d'envisager la gestion de l'eau sous un angle bien différent de ce qu'ils avaient appris à l'université. Partant de cette expérience directe, ils ont su adapter leur expertise technique aux réalités de la vie des villageois.

En vertu de la politique nationale d'irrigation, adoptée des décennies plus tôt, les collectivités étaient tenues de former des associations des utilisateurs d'eau (AUE) pour entretenir les canaux d'irrigation et assurer une distribution équitable des ressources en eau. À vrai dire, les AUE n'existaient que de nom; elles ne sont jamais entrées en activité. Pour les chercheurs, toutefois, les AUE représentaient le moyen de faire participer la population à la gestion de l'eau. À la suite de discussions avec chacune des collectivités et forts des connaissances acquises par les ingénieurs hydrauliciens, ils ont redonné vie aux AUE locales et entrepris une série d'interventions.

Entre autres pratiques, ils ont adopté la riziculture en sec et l'utilisation de variétés de riz qui peuvent être semées plus tard dans la saison lorsque l'eau est plus abondante. Ils ont utilisé du ciment et d'autres matériaux pour remettre les canaux en état et en améliorer l'efficacité. Dans une zone particulièrement escarpée, où les canaux sont souvent endommagés par les glissements de terrain, ils ont aidé la collectivité locale à choisir et à planter des graminées et différentes essences d'arbres pour stabiliser les pentes

abruptes. L'AUE tient régulièrement des réunions et ses membres prennent part à des programmes de formation et assurent le contrôle du réseau de canalisation.

Malgré ces succès, les agriculteurs en aval continuaient de faire face aux mêmes problèmes le temps de la transplantation venu. Les chercheurs ont discuté séparément avec les collectivités en amont et en aval. Les utilisateurs en amont restaient convaincus de leur droit de détourner toute l'eau dans leur canal d'irrigation s'ils le souhaitent, quels que soient les besoins des collectivités en aval. La question était épineuse, mais les chercheurs ont éventuellement réussi à éliminer les obstacles à la communication en proposant un jeu de rôle. Au moins, une fois que les deux parties eurent commencé à se parler, les chercheurs purent-ils négocier une entente plus équitable quant au partage de l'eau et à la mise en place d'un mécanisme permanent pour résoudre des litiges entourant la distribution des ressources en eau.

Un projet forestier communautaire

L'équipe a également adopté l'approche de l'action collective dans le cas de la foresterie communautaire à Lingmuty Chu, mais avec un succès mitigé. Même si la Loi sur la conservation des forêts et de la nature du Bhoutan favorise la « foresterie sociale » et constitue un fondement juridique pour les forêts communautaires, le ministère des Forêts a mis du temps avant d'exécuter cette disposition de la loi, craignant qu'elle n'entraîne la surexploitation. Les chercheurs ont ainsi mis sur pied l'un des tout premiers projets forestiers communautaires du pays.

Les habitants du bassin versant de Lingmuty Chu dépendent des diverses ressources que leur procure la forêt, dont le bois de chauffage, les matériaux de construction et le feuillage pour l'alimentation du bétail. Une évaluation détaillée des ressources, menée par les collectivités, a donné lieu à un plan de gestion qui tient compte des préoccupations locales pour la préservation et l'utilisation des forêts. En collaboration avec les chercheurs, les villageois ont aussi produit une carte de la forêt qui illustre les zones devant être protégées et celles que les collectivités locales pourront exploiter avec circonspection. Ces dernières ont également procédé à une évaluation de la demande des divers produits forestiers afin de pouvoir déterminer les tendances à ce chapitre pour la prochaine décennie.

Les chercheurs ont ensuite dû convaincre les collectivités d'accepter de considérer l'ensemble du bassin versant forestier comme une seule et unique forêt communautaire. Au début, chaque village voulait établir sa propre forêt communautaire, redoutant qu'une grande forêt n'exige trop de main-d'œuvre et de responsabilité de gestion. En outre, certains — en particulier les villageois des basses terres — doutaient que les profits soient partagés équitablement. L'évaluation des ressources a mis au jour certains problèmes auxquels faisaient face les populations des basses terres, dont la dégradation de la forêt à proximité des villages qui donnait prise à l'érosion du sol. Il en résultait des pénuries de bois de chauffage et de bois d'œuvre, et les femmes devaient parcourir de longues distances pour ramasser du bois de chauffage et du fourrage pour les animaux.

Néanmoins, tous les villages ont fini par approuver la proposition des chercheurs, soit de créer une seule forêt communautaire à leur avantage mutuel, et de protéger les ressources forestières de l'exploitation par des gens de l'extérieur de la région. La loi en vigueur stipulait qu'une forêt communautaire devait avoir au moins un groupe d'utilisateurs de la forêt communautaire (GUFC), outre un comité de gestion de ce dernier. Les chercheurs ont commencé par former deux groupes, en collaboration avec les collectivités. Tous deux étaient en aval du bassin versant et comprenaient tous les ménages de deux villages. Chacun des comités de gestion était formé de six membres, dont au moins un devait être une femme.

Au début, tout s'est bien passé. Les deux groupes ont décidé d'établir une zone forestière communautaire sur les terres dégradées à proximité des deux villages. L'érosion du sol dans la zone choisie était très sévère et le ruissellement avait creusé deux larges ravines. L'objectif du projet consistait à créer une forêt multi-utilisateurs regroupant une grande diversité d'arbres qui répondrait aux besoins de la collectivité et préviendrait l'érosion à cet endroit. Les villageois ont sélectionné les essences propres à fournir du bois de chauffage, du bois d'œuvre et du fourrage pour le bétail, et les chercheurs y ont ajouté quelques variétés de légumineuses à croissance rapide. Après quoi, le vrai travail a commencé — collectivement. Tous les ménages ont mis la main à la pâte pour établir la pépinière forestière, qu'il faille creuser des trous, construire des clôtures ou planter et arroser les semis.

Cette partie de la forêt communautaire couvre aujourd'hui 37 hectares. Elle contient plus de deux douzaines d'essences d'arbres, y compris des graminées, qui servent à la fois à prévenir l'érosion et à alimenter les troupeaux. Avec l'aide de l'équipe de recherche, les membres des GUFC ont aussi élaboré des règlements régissant l'utilisation et l'entretien de la forêt par l'ensemble de la collectivité du bassin hydrographique.



CRRNR, Bajo

Les habitants du bassin versant de Lingmuty Chu dépendent des diverses ressources que leur procure la forêt, dont le bois de chauffage, les matériaux de construction et le feuillage pour l'alimentation du bétail.

Certes, l'entreprise a réussi, mais cela n'a pas été sans mal. L'objectif d'offrir l'égalité d'accès à tous a été difficile à atteindre. Il n'a pas toujours été possible pour certains des villageois les plus pauvres, en particulier les femmes chefs de ménage, de faire leur part du travail requis pour entretenir les plantations, ce qui a causé des conflits avec d'autres membres du groupe. Les agriculteurs mieux nantis et les grands propriétaires fonciers ont commencé à exercer une mainmise sur la prise de décisions et certaines femmes se sont retirées des comités de gestion des GUFC.

Cela démontre clairement à quel point il est difficile de mettre en place des mécanismes équitables de gestion des ressources dans un contexte sociopolitique où les inégalités sont profondément ancrées. Mais bien des données probantes révèlent également que les nouvelles institutions de gestion collective des ressources naturelles à Lingmuty Chu ont modifié les attitudes et donné de l'assurance aux collectivités locales. Ainsi, plusieurs programmes de développement communautaire, comme la construction d'infrastructures communes ou des mécanismes de crédit collectif, ont vu le jour indépendamment du projet de recherche. Désormais, les collectivités font preuve d'initiative et agissent de manière à ce que le gouvernement local prenne des décisions en tenant compte de leur point de vue.

Des changements contagieux

Ce changement d'attitude s'est révélé contagieux. Ailleurs au pays, des villages témoins des changements survenus à Lingmuty Chu en ont tiré des leçons. Il existe maintenant presque deux douzaines de GUFC au Bhoutan et d'autres collectivités se préparent à créer des groupes d'utilisateurs

et à aménager leur propre forêt communautaire. À propos de la gestion de l'eau — problème répandu dans tout le pays — le gouvernement a mis à profit les enseignements retenus de Lingmuty Chu et a avalisé le principe de l'accès équitable aux ressources en eau. Les mécanismes d'une nouvelle politique permettent désormais aux utilisateurs en aval de dédommager les utilisateurs en amont qui, eux, peuvent améliorer leur gestion de l'eau et en déverser davantage. De fait, l'expérience de la gestion de l'approvisionnement communautaire de l'eau a influé sur la rédaction de la nouvelle politique nationale de l'eau et de la nouvelle Loi sur l'eau du Bhoutan.

Les répercussions de ce projet ont aussi modifié le fonctionnement du CRRNR. Celui-ci a réorganisé son programme de recherche afin qu'il tienne compte des priorités des collectivités. Les directeurs de recherche ont tiré des leçons de l'expérience et optent maintenant pour une approche plus participative afin que leurs travaux, dont ceux sur la sélection végétale, correspondent aux réalités des agriculteurs locaux. La recherche intégrée sur le bassin hydrographique et d'autres systèmes agricoles se poursuit, et de nouveaux changements se produisent. Des spécialistes des sciences sociales se sont joints au projet, renforçant ainsi les capacités de l'équipe en recherche participative. En outre, des spécialistes de diverses disciplines se réunissent régulièrement pour discuter de leurs travaux et rechercher des occasions de synergie. À Bajo, les intervenants se sont fermement engagés à étendre considérablement la recherche sur la gestion communautaire des ressources naturelles afin de contribuer à la subsistance des villageois de la région.

Cette étude de cas a été rédigée par Bob Stanley, rédacteur établi à Ottawa.

www.crdi.ca/un_focus_cogestion

Renseignements

Sangay Duba
Centre de recherches sur les ressources
naturelles renouvelables, Bajo
Ministère de l'Agriculture
Wangdue Phodrang, Bhoutan

TÉL. : +975-2-481209
TÉLÉC. : +975-2-481311
COURRIEL : sduba@druknet.bt
SITE WEB : www.moa.gov.bt



Programme Pauvreté rurale et environnement
Centre de recherches pour le développement international
BP 8500, Ottawa (Ontario)
Canada K1G 3H9

TÉL. : +1-613-236-6163
TÉLÉC. : +1-613-567-7749
COURRIEL : pre@crdi.ca
SITE WEB : www.crdi.ca/pre/

Le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) est une société d'État créée par le Parlement du Canada en 1970 pour aider les scientifiques et les collectivités des pays en développement à trouver des solutions à leurs problèmes économiques, sociaux et environnementaux. L'appui du CRDI sert à consolider la capacité de recherche indigène afin d'appuyer les politiques et les technologies susceptibles de contribuer à l'édification, dans les pays du Sud, de sociétés plus saines, plus équitables et plus prospères.